

13.11.2012 - 16:52 Uhr

Les syndicats prêts à saisir le référendum!/ La CER favorable à une ouverture 24 heures sur 24

Bern (ots) -

La Commission de l'économie et des redevances (CER) du Conseil national veut prolonger les heures d'ouverture des échoppes de stations-service la nuit et le dimanche. Si le Conseil national la suivait, le travail 24 heures sur 24 serait autorisé pour la première fois dans le commerce de détail en Suisse. Dans le cas où les Chambres fédérales décident cette extension du travail de nuit, l'Union syndicale suisse (USS) et les syndicats Unia et Syndicom sont prêts à saisir le référendum.

Pour les syndicats, il n'est pas question d'assouplir l'interdiction du travail de nuit, car cela mettrait en danger la santé des travailleurs et travailleuses concernés et détériorerait grandement leur vie familiale. En outre, les nouvelles règles équivaldraient à une rupture de digue. En effet, d'autres commerces de détail demandent déjà à être traités sur pied d'égalité avec les échoppes des stations-service. Le travail du dimanche et de nuit risque ainsi de s'installer dans tout le pays.

Les syndicats ne peuvent ni comprendre ni accepter cette décision favorable aux exploitants d'échoppes de stations-service. Alors que la population les rejette les uns après les autres, les lobbyistes bourgeois du commerce de détail continuent de lancer de nouveaux projets pour une prolongation des heures d'ouverture des commerces. Mais les syndicats seront toujours prêts à mettre fin à ce harcèlement, si nécessaire au moyen d'un référendum.

L'USS salue la décision de la CER de consulter les syndicats, les autres partenaires sociaux et les cantons avant de prendre une décision sur la motion Lombardi. Néanmoins, nous sommes déçus que cette motion n'ait pas été tout simplement rejetée. Déjà acceptée par le Conseil des États, elle demande que, dans toute la Suisse, les commerces puissent rester ouverts au moins de 6 à 20 heures du lundi au vendredi et de 6 à 19 heures le samedi. Or, les cantons n'auront pas le droit de prévoir des heures d'ouverture plus courtes. À cause de ce brutal empiètement sur la souveraineté des cantons, nombre d'entre eux seraient contraints de prolonger très fortement les durées d'ouverture des commerces sur leur territoire. Et les conditions de travail des dizaines de milliers d'employé(e)s de la vente s'en trouveraient dégradées.

Contact:

Luca Cirigliano (076 335 61 97), secrétaire central de l'USS,
Vania Alleva (079 620 11 14), vice-présidente de l'USS et membre du comité directeur d'Unia,
et Thomas Zimmermann (031 377 01 06 ou 079 249 59 74), responsable de la communication et porte-parole de l'USS,
se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003695/100728170> abgerufen werden.